

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1778 - 3 juin 1993 - 8 F

D 1778 CHILI: LES RELATIONS ÉGLISE-ÉTAT DANS LES ANNÉES 80

Comme en Amérique centrale (cf. DIAL D 1774), l'histoire des vingt dernières années de tel ou tel pays d'Amérique latine commença à s'écrire et à révéler les tenants et aboutissants des événements politiques marquants et traumatisants. La mémoire collective est à l'oeuvre.

C'est le cas au Chili dans l'affaire des relations ambiguës ou difficiles entre l'Eglise et l'Etat sous la dictature du général Pinochet. Ainsi l'hebdomadaire chilien *Qué pasa* entreprenait en fin mars 1993 la publication de quatre dossiers rassemblés sous le titre "L'opération chirurgicale dans l'Eglise du Chili". Ces dossiers bien documentés (et peu suspects d'affinités gauchisantes) sont respectivement intitulés: "L'intervention de Mgr Sodano" (nonce au Chili de 1978 à 1988, aujourd'hui cardinal secrétaire d'Etat au Vatican); "Le calvaire de Mgr Fresno" (successeur en 1983 du cardinal Silva Henríquez, archevêque de Santiago); "Les six jours d'avril" (sur le voyage du pape Jean-Paul II au Chili en 1987). Quant au quatrième dossier, il n'a - pour des raisons inconnues - jamais vu le jour...

En raison de l'intérêt de cette enquête pour la compréhension des événements politico-religieux de l'époque, nous donnons le texte du premier dossier paru le 27 mars 1993, en l'assortissant des références sur la documentation respectivement publiée en son temps par DIAL.

Note DIAL

L'OPÉRATION CHIRURGICALE DANS L'ÉGLISE DU CHILI

L'intervention de Mgr Sodano

Grâce à une alliance tacite et accidentelle entre les objectifs du régime militaire et le nonce Sodano, un effort important de neutralisation de l'Eglise progressiste locale a commencé à partir de 1980.

(Intertitres de DIAL)

Une sourde bataille s'est tramée au Chili tout au long des années quatre-vingt, dont quelques échos seulement sont parvenus à l'opinion publique, mais dont les conséquences semblent bien avoir été plus déterminantes et plus durables que nombre de conflits politiques et sociaux tapageurs de l'époque. C'était la partie locale d'un conflit à dimension mondiale qui a imprimé une nouvelle direction à l'Eglise catholique et dont le principal protagoniste a été le pape Jean-Paul II, désigné non sans raison comme l'un des responsables de l'effondrement du communisme.

(Une mise au pas)

Au Chili, les changements au sein de l'épiscopat ont la même origine que dans les autres pays d'Amérique latine: la volonté du Vatican de neutraliser la théologie

D 1778-1/8

de la libération et les membres du clergé proches de la gauche. Cette bataille a opposé, d'un côté, les milieux progressistes de l'Eglise, et de l'autre côté, le régime militaire et le principal représentant du pape au Chili, à savoir Mgr Angelo Sodano. L'alliance entre ces deux derniers n'a été que tacite et purement conjoncturelle, souvent même sujette à désaccords. Le travail de Rome était d'ordre doctrinal et celui du régime militaire obéissait à des motifs politiques, étant donné que l'épiscopat progressiste chilien constituait le foyer d'opposition le plus puissant du pays.

Même si aucun des membres de la junte gouvernementale ne pouvait prétendre à être un expert en matière d'Eglise, il n'était pas besoin d'être grand clerc pour se rendre compte, dès les premiers jours du coup d'Etat de 1973, que la hiérarchie de l'Eglise catholique chilienne ne serait pas précisément l'alliée du régime qui s'implantait. Bien au contraire. Son souci affiché des droits de l'homme s'est manifesté dès le surlendemain du coup d'Etat, lors de l'homélie du cardinal Raul Silva Henríquez du 13 septembre 1973 (1). L'archevêque de Santiago ne s'est pas contenté de prier pour le président tombé, Salvador Allende, il a aussi demandé que les droits des vaincus soient respectés.

Le début des années quatre-vingt a été déterminant pour l'Eglise catholique du Chili. Elu en 1978, le pape Jean-Paul II commença à imprimer une ligne plus conservatrice dans l'Eglise. Cette ligne se renforçait peu à peu au plan mondial et faisait sentir ses premiers effets au Chili. En janvier 1980, le pape avait clairement montré la ligne qu'il entendait instaurer en punissant le théologien suisse Hans Küng.

Au Chili, son représentant était Angelo Sodano, arrivé dans le pays en 1978. Diplomate à la brillante carrière, spécialiste de droit canonique - tout comme la principale figure de l'Eglise chilienne de l'époque, Silva Henríquez - Sodano n'était pas connu de la majorité du clergé de Santiago quand il est venu s'installer rue Monseñor Sótero Sanz.

Pour sa part, le nonce avait une claire perception de ce qui se passait dans l'Eglise du Chili. Selon lui, et ainsi informait-il le Vatican, le clergé était excessivement politisé, politisation qui se faisait essentiellement au niveau des fameuses communautés de base et du Vicariat à la solidarité (2). Cela ne l'empêchait pas de considérer le travail de ce vicariat comme important, car il n'ignorait pas que la violation des droits de l'homme était une réalité au Chili. Il estimait cependant que la finalité du Vicariat à la solidarité ne pouvait pas être mise au rang des objectifs permanents de l'Eglise du Chili, comme cela, pensait-il, se produisait.

La ligne tenue par Jean-Paul II et la tâche menée au Chili par Sodano ont été, d'une certaine manière, un soulagement pour le régime militaire. Les représentants de ce dernier sentaient que, finalement, le Vatican leur donnait raison quand ils prétendaient que l'Eglise, au Chili, "*soutenait et aidait le marxisme*".

(Des heurts sérieux entre 1973 et 1980)

La conclusion à laquelle le gouvernement était arrivé en 1980 résultait de toute une série de heurts ayant marqué les rapports entre le gouvernement et l'Eglise de 1973 à 1980 (3), année où le général Augusto Pinochet décide de créer une instance spécialement chargée des relations entre l'Eglise et le gouvernement, sous la direction de Sergio Rillón.

Les prédécesseurs de Rillón n'étaient pas parvenus à réduire les tensions avec les représentants du clergé. Le premier avait été le général Jorge Court; bien qu'ayant de bons rapports avec les évêques, il était considéré comme un mou

par les milieux proches de Pinochet. Son successeur, le général Roberto Guillard, avait fait exactement le contraire de Court, avec des résultats encore pires; son comportement de dur lui avait valu de voir se rompre toute relation avec le clergé et spécialement avec les membres de la conférence épiscopale.

C'est ainsi que, de 1973 à 1980, les relations entre l'Eglise et le gouvernement ont été placées en permanence sous le signe de la tension. Un certain nombre de faits ont été reçus par le gouvernement comme des gifles administrées par l'Eglise, à commencer par la création du Comité pour la paix qui a précédé le Vicariat à la solidarité (4). Le détonateur du conflit sur le Comité pour la paix a été l'aide qu'il a apportée aux dirigeants du MIR (5) Andrés Pascal et Nelson Gutiérrez pour s'enfuir après un affrontement avec la DINA (5) le 15 octobre 1975 à Malloco.

A l'occasion de l'opération de la DINA, plusieurs prêtres ont été arrêtés (6). Les membres de la sécurité ont même fait irruption à coups de feu au lieu de résidence de certains prêtres chez lesquels il semble que Gutiérrez et Pascal avaient trouvé refuge au cours de leur fuite. Les effets en ont été graves: l'employée de maison avait été tuée, et la Nord-Américaine Sheila Cassidy avait été arrêtée puis expulsée.

Une autre conséquence de l'incident a été la déclaration de l'archevêque de Santiago - lue par le Père Raúl Hasbún - dans laquelle Jaime Guzman serait excommunié s'il poursuivait ses attaques contre la hiérarchie de l'Eglise (7).

(Au plus haut niveau de l'épiscopat)

La tension n'avait pas cessé d'augmenter un mois avant l'incident, suite à la publication d'une interview **off the record** qu'avait donnée en septembre 1975 Mgr Carlos Camus, à l'époque secrétaire général de la conférence épiscopale. Camus s'était référé en termes durs au gouvernement et aux militaires (8). A cela il faut ajouter divers documents d'Eglise qui critiquaient la conduite des affaires économiques et les violations des droits de l'homme. Une nouvelle situation de crise s'est produite à l'aéroport Pudahuel, quand les évêques Carlos González Cruchaga, Fernando Ariztía et Enrique Alvear ont été agressés par des personnes qui se révéleraient par la suite être des membres de la DINA (9).

De son côté, le gouvernement a fortement accusé le coup quand s'est tenu un symposium sur les droits de l'homme, organisé par le Vicariat à la solidarité à Santiago, et auquel ont participé des hauts fonctionnaires des Nations unies ainsi que les responsables des différentes Eglises et les représentants de plusieurs organisations mondiales de droits de l'homme (10). Au cours de la rencontre un représentant de l'ONU a comparé la situation chilienne à l'occupation de la Suède par les nazis. Pour le gouvernement cette réunion a été considérée comme une tentative de déstabilisation. Pinochet a fait des déclarations en ce sens, en ajoutant avec ironie: "Voilà un de ces actes spirituels auxquels nous a habitués Monsieur le Cardinal."

Le symposium a cependant et aussi été l'occasion de l'expression des divergences qui existaient entre représentants du clergé. Dans un premier temps, les organisateurs avaient pensé tenir la rencontre dans la cathédrale de Santiago pour lui donner plus de poids. Mais le chapitre des chanoines chargé de la gestion de la cathédrale s'était refusé à l'accorder, pour la raison qu'elle n'était pas le lieu approprié à la tenue d'assemblées à caractère notoirement politique. L'un des artisans de ce refus a été l'actuel évêque de Rancagua, Mgr Jorge Medina, lequel allait devenir avec le temps l'un des plus puissants soutiens actifs de la ligne papale au Chili (11).

De toute façon, jusqu'en 1980, le gouvernement s'est conduit très maladroitement envers l'Eglise. Il lui manquait un spécialiste en la matière et il était débordé

par les opérations grossières et rudimentaires échafaudées par les services de sécurité dont les méthodes ne faisaient qu'aggraver les tensions. Jusqu'à l'arrivée de Sérgio Rillón et de son équipe, le gouvernement n'avait personne capable de saisir les divergences subtiles qui existaient dans l'Eglise, ni de discerner les fondements doctrinaux et moraux qui sous-tendaient telle ou telle déclaration épiscopale.

Avant Rillón, l'un des conseillers du gouvernement était l'ancien directeur de Dinacos, Alvaro Puga. Une de ses opérations ratées a été le lobby exercé en 1976 pour faire fermer la revue **Mensaje** des jésuites. Sa tentative a été tellement inefficace qu'elle s'est soldée par l'envoi au directeur de la revue d'une lettre de soutien de Mgr Juan Francisco Fresno, président de la conférence épiscopale. Dans sa lettre, Fresno apportait son appui total et déclarait que, même si dans le passé il y avait eu quelques désaccords avec la revue, **Mensaje** était l'interprète exacte du sentiment de l'Eglise.

(L'avènement de Jean-Paul II)

Les bourdes des services de sécurité ont continué même après l'élection de Jean-Paul II. Ce choix avait rempli d'optimisme un certain nombre de sympathisants du régime militaire qui connaissaient la trajectoire du cardinal polonais. Ils pensaient que Wojtyła savait ce qu'était le communisme et qu'il soutiendrait donc le gouvernement. Cette perception des choses était confortée par l'opinion de deux prêtres polonais qui vivaient au Chili - les Pères Bruno Rischlosky et Miguel Podarowsky - et qui avaient connu le nouveau pape dans leur pays natal.

Ce que le gouvernement de Pinochet ne savait pas c'est que le prêtre polonais Nikolaus Wyrwoll - qui deviendrait en 1980 l'un des secrétaires du pape - avait fait en 1976 une expérience traumatisante entre les mains de la DINA. Wyrwoll était en effet venu au Chili dans le cadre d'un voyage d'études sur la religiosité populaire. Au cours du trajet en minibus en direction de Talagante, en compagnie du prêtre catalan Miguel Jordá, il avait été arrêté par des membres de la DINA qui parleront par la suite d'"erreur". Cela n'avait pas empêché le prêtre polonais d'être torturé. Il avait abandonné le Chili choqué à l'extrême.

Mais en dehors des problèmes avec le gouvernement, Sodano entendait imposer au Chili la ligne romaine, en allant parfois jusqu'à faire des critiques publiques. Le cardinal Silva Henríquez n'avait pas été insensible à ces critiques et normalement il en discutait au cours des réunions du conseil épiscopal. Mais pour le conseil ces critiques étaient sans fondement car, en réalité, ce dont il s'agissait dans l'Eglise c'était l'irruption du monde des pauvres par suite du travail accompli par l'Eglise en matière de défense des droits de l'homme.

Le cardinal avait choisi comme vicaires épiscopaux, ou pour d'autres responsabilités des plus sensibles, des prêtres qualifiés de progressistes notoires. L'un d'eux était Alfonso Baeza, membre du groupe des "Chrétiens pour le socialisme (12)", chargé du vicariat à la pastorale ouvrière. C'est sous la direction de Baeza qu'était né le mouvement syndical d'opposition dit "Groupe des 10" (13). Il était également conseiller de divers dirigeants syndicaux de la gauche et de la Démocratie chrétienne, comme par exemple Manuel Bustos.

La pastorale universitaire était également entre les mains d'un prêtre qui avait une inclination pour le socialisme: Mario Garfias. De son côté, l'évêque Jorge Hourton, qui avait été à une certaine époque un critique de ces milieux, faisait désormais les louanges de la théologie de la libération et prônait la nécessité d'une coopération entre chrétiens et marxistes dans le travail en faveur des droits de l'homme (14).

La hiérarchie de l'Eglise au Chili se voyait d'une certaine manière prise entre deux feux: la situation concrète qui était celle du Chili, et les exigences de Rome dont le plus haut représentant à Santiago, Sodano, faisait tout pour qu'elles soient appliquées. Très souvent, le nonce en personne faisait irruption dans les réunions de la conférence épiscopale, sans préavis; il donnait son opinion et il dictait les points à traiter, ce qui incommodait beaucoup les évêques chiliens.

(Le congrès eucharistique de novembre 1980)

Au début des années quatre-vingt, quelques évêques chiliens ont entrepris de trouver une issue à une situation considérée par Rome comme bloquée. Cela faisait déjà un certain temps que rôdait l'idée d'un événement propre à rassembler le pays et qui réponde à ces deux caractéristiques: qu'il soit un facteur d'unité et qu'il ait une dimension ouvertement religieuse.

Ainsi naquit l'idée d'un congrès eucharistique qui s'étalerait sur neuf mois. Le président de la conférence épiscopale, Bernardino Piñera, a chargé de l'organisation du congrès le Père Joaquín Alliende, prêtre de Schönstatt; un congrès qui serait centré sur l'Eucharistie et non pas sur la défense des droits de l'homme ou sur la contribution de l'Eglise à l'instauration d'une démocratie au Chili.

Bien que ce congrès eucharistique ait provoqué les réactions négatives de quelques évêques et de nombreux prêtres de Santiago - qui estimaient qu'on cherchait ainsi à diminuer l'impact des dénonciations sur les droits de l'homme et du référendum qui aurait lieu cette année-là - la décision de tenir ce congrès a été annoncée dans l'Eglise en février 1980.

Quand le Père Joaquín Alliende, secondé par le Père Hernán Alessandri, également de Schönstatt, a présenté le projet, le conseil épiscopal de Santiago l'a repoussé à la majorité des voix. Au cours de la réunion consacrée à la présentation du projet, des jugements sévères ont été portés, tel celui du Père Miguel Ortega qui a qualifié le projet de "marijuana" ne servant qu'à aliéner les esprits quant aux vrais problèmes du pays.

Au sein du conseil épiscopal, seuls ont approuvé le projet le vicaire épiscopal chargé de l'éducation, Víctor Gambino, ainsi que le supérieur du séminaire, Benjamín Pereira, également prêtre de Schönstatt. Plusieurs évêques ont joué un rôle décisif dans le soutien au projet, en particulier Bernardino Piñera et Francisco José Cox. Par ailleurs on savait que le cardinal Silva hésitait, alors même qu'il partageait le constat selon lequel il fallait organiser quelque chose de différent et de proprement ecclésial.

Les évêques les plus progressistes avaient vu la main de Rome derrière l'organisation du congrès eucharistique. C'est ainsi que le vicaire épiscopal Alfonso Baeza a déclaré que cet événement se solderait par le choix d'un évêque parmi les prêtres de Schönstatt. Effectivement, trois semaines plus tard, le Vatican annonçait la nomination de Manuel Camilo Vial, de Schönstatt, comme évêque auxiliaire de Santiago. Mais avec le temps, celui-ci allait réserver quelques surprises au Saint-Siège (15).

Alors que l'épiscopat cherchait à imposer ses vues à Alliende - en voulant lui imposer son second en la personne de Javier Luís Egaña, secrétaire du Vicariat à la solidarité - le prêtre de Schönstatt a cherché ses collaborateurs en dehors de l'épiscopat, tel l'ingénieur de ENDESA, Ignacio Rodríguez. Le large éventail des invitations a eu pour effet d'ouvrir la porte à un milieu qui avait pris ses distances par rapport à l'Eglise: le monde catholique de droite.

Pendant ce temps-là, les prêtres qui s'opposaient à la manifestation se sont appliqués à susciter des réactions négatives parmi les catholiques opposés au

régime militaire (16). Mais leur surprise allait être grande devant l'attitude de l'ancien président de la République Eduardo Frei. En présence du P. Alliende et de l'ingénieur Rodríguez, entre autres, Frei a apporté tout son soutien à l'entreprise et manifesté ses préoccupations - ainsi a-t-il dit au cours de la réunion - dont il avait fait état auprès du cardinal: il estimait que les vicaires épiscopaux de Santiago faisaient preuve de militance politique excessive, et il craignait que la politisation de l'Eglise ne débouche sur une crise.

Un autre succès notable d'Alliende a été celui du financement, assuré par des chefs d'entreprises chiliens et étrangers. Une grande partie des fonds reçus par l'Eglise du Chili étaient canalisés vers les activités concernant les droits de l'homme. Ainsi, le seul Vicariat à la solidarité disposait d'un budget non affiché supérieur à 3 millions de dollars. Pour sa part, Alliende a réussi à obtenir la collaboration de chefs d'entreprises tels que Daniel Risopatrón, Raúl Larraín, César Sepúlveda, et des sociétés Moller et Pérez Cotapos, entre autres.

Le congrès eucharistique a non seulement été bien vu à Rome, il a également servi à rassembler des personnalités qui s'étaient séparées pour raisons politiques. C'est ainsi que sur l'estrade devant la Bibliothèque nationale on voyait côte à côte, par exemple, Francisco Bulnes, Eduardo Frei et Sergio Fernández Larraín venus donner leur témoignage de catholiques.

La manifestation n'a pas été exempte de frictions. A l'occasion d'une session du congrès eucharistique, il a été reproché à Alliende de ne pas avoir invité Clotario Blest; et il a été accusé de faire un congrès au caractère trop élitiste. Pour la séance de clôture, les pressions des évêques et du clergé se sont faites plus fortes quand on a appris que Pinochet y assisterait (cf. note 16). Le général a affirmé qu'il s'y rendrait et la nonciature apostolique du Chili a jugé sa présence appropriée, puisqu'avait été également invité un envoyé spécial du pape, le cardinal argentin Primatesta. Son choix comme représentant de Jean-Paul II était un signe supplémentaire des intentions de Rome de réunir l'Argentine et le Chili en pleine période de médiation papale dans le conflit du Canal de Beagle (17).

(La théologie de la libération)

L'un des signes les plus clairs que la ligne du Vatican ne serait pas enfreinte et que l'Eglise catholique devrait suivre la doctrine romaine a été le document "Instruction sur la théologie de la libération", rédigé en 1984 par le cardinal Joseph Ratzinger (18). En Europe, le document a provoqué de véritables démanagements: des journaux comme *El País* d'Espagne, *La Repubblica* d'Italie, le *Corriere Della Sera* et d'autres ont accusé le cardinal de tentative de relance de l'Inquisition. Au Chili, l'opposition des progressistes a été plus subtile en répandant la thèse selon laquelle le document romain traitait d'un problème européen et non pas de la théologie de la libération telle qu'elle était connue au Chili.

Le nonce Angelo Sodano s'est chargé de contrer la manoeuvre. Il a non seulement présenté personnellement le document, mais il s'est en même temps fait accompagner par deux critiques sévères de la théologie de la libération: le Père Maximino Arias et le jésuite François Francou, de la revue *Communio*.

Cette revue reflétait fidèlement la ligne doctrinale de Rome. C'est le manque de formation doctrinale, caractérisant selon le Vatican une grande partie du clergé de Santiago, qui a fait que Sodano a favorisé la naissance de la revue *Communio* au Chili (19). Le groupe qui a favorisé sa naissance - le jésuite français François Francou établi au Chili, Fernando Moreno, Carlos Martínez et Sergio Muñoz - s'est grossi de prêtres qui allaient devenir plus tard les principaux hommes du pape au Chili, comme l'ancien vicaire épiscopal à l'éducation Víctor Gambino (aujourd'hui à Rome), les actuels évêques de Concepción et de Rancagua nommés par Jean-Paul II,

respectivement Antonio Moreno et Jorge Medina, ainsi que le Père José Miguel Ibáñez de l'Opus Dei.

L'édition chilienne de **Communio** a fait l'objet de l'opposition de membres du diocèse de Santiago. Mgr Hourton a essayé de la barrer par une lettre dans laquelle il écrivait qu'elle n'avait pas l'autorisation de l'archevêque de Santiago pour sa diffusion. Les éditeurs ont consulté Rome, où il leur a été précisé qu'ils n'avaient pas besoin de permission, vu qu'il s'agissait d'un hebdomadaire fait par des laïcs et non ecclésial. Hourton ne s'est pas facilement avoué vaincu et a essayé d'imposer un censeur. A nouveau il a échoué.

Un autre échec des milieux progressistes a été la tentative de boycottage d'une réunion organisée par **Communio** suite au document de Ratzinger sur la théologie de la libération. L'épiscopat progressiste n'a pas réussi à éviter la rencontre qui avait l'aval de Rome, mais il a fait savoir que ce genre d'initiative ne contribuait guère à la paix intérieure de l'Eglise.

La réunion a eu lieu en juillet 1985 et s'est terminée sur une déclaration qui a eu un impact important dans les milieux d'Eglise (20). Ce texte condamnait en termes durs la théologie de la libération. Ses signataires étaient essentiellement les mêmes que les membres de la revue **Communio**, et qui deviendraient bientôt des personnalités importantes dans la hiérarchie chilienne, tels que Mgr Moreno, Mgr Medina et le Père José Miguel Ibáñez. La déclaration était également signée du cardinal Alfonso López Trujillo, très apprécié du pape.

Cette "Déclaration de Los Andes" a été publiée en première page de **El Mercurio**. Le lendemain le secrétaire général de l'épiscopat, Sergio Contreras, a déclaré que ce texte ne représentait pas la pensée de l'Eglise du Chili. L'opinion de Contreras a fait un très mauvais effet au Vatican. Mais ce n'est pas là le seul épisode qui ait déplu au Vatican.

Celui-ci n'a pas goûté l'attitude de l'évêque de San Felipe, Mgr Manuel Camilo Vial (21), dans le diocèse duquel la réunion s'était tenue. Il s'était plaint dans une lettre à Mgr Medina de ce qu'aucune autorisation ne lui avait été demandée pour cette rencontre et qu'il n'y avait même pas été invité, ce dernier point ayant été démenti par les signataires.

Le Vatican n'a pas non plus goûté que l'archevêque de Santiago n'ait envoyé personne à l'aéroport pour recevoir le cardinal López Trujillo, lequel n'avait bénéficié d'un salon spécial que grâce à une démarche du fonctionnaire chargé du protocole, de service ce soir-là.

Le geste le plus significatif a été la participation de Mgr Sodano à la rencontre, en signe évident que le Vatican non seulement voyait avec de bons yeux ce genre de déclaration mais aussi l'encourageait.

C'est ainsi que, peu à peu, le Vatican parvenait à imposer sa ligne. Cependant, une longue bataille restait encore à mener au cours de laquelle allaient se croiser toute une série d'épisodes conflictuels dont la signification ne prendrait que plus tard toute sa valeur.

NOTES

(1) Sur les différentes prises de position du cardinal Silva et de l'épiscopat national après le coup d'Etat, cf. DIAL D 123, 124, 126, 127, 143, 160, 163 et 167. Cf. également DIAL A 45 (dossier de 18 pages) et A 61 (dossier de 16 pages) (NdT).

(2) Sur le vicariat à la solidarité, cf. DIAL D 291, 1125, 1372, 1394 et 1502 (NdT).

- (3) Cf. DIAL D 201, 259, 311, 373, 490, 626 et 632 (NdT).
- (4) Cf. DIAL D 255, 262, 265, 266, 271 et également A 63 (dossier de 39 pages) (NdT).
- (5) MIR: Mouvement de la gauche révolutionnaire. DINA: Direction nationale du renseignement, créée par le gouvernement en 1974 et dissoute en 1977 (cf. DIAL D 399) (NdT).
- (6) Cf. DIAL D 259 (NdT).
- (7) Jaime Guzman, principal idéologue du coup d'Etat de 1973. Cf. DIAL A 55 (dossier de 21 pages sur cette idéologie). Cf. également DIAL D 292 et 296 (NdT).
- (8) Cf. DIAL D 254 (NdT).
- (9) Cf. DIAL A 65 (dossier de 20 pages). Les trois évêques chiliens rentraient d'une rencontre amicale internationale organisée par Mgr Proaño à Riobamba, en Equateur, rencontre qui avait été brutalement interrompue par la police. Cf. DIAL D 326, 327 et 331 (NdT).
- (10) Symposium international sur les droits de l'homme qui s'est tenu du 22 au 25 novembre 1978, pour partie dans la cathédrale de Santiago. Cf. DIAL D 490 (NdT).
- (11) Mgr Medina a été ordonné évêque en 1985. D'abord auxiliaire au diocèse de Rancagua, il en devient le titulaire en 1987 (NdT).
- (12) Sur "Chrétiens pour le socialisme", cf. DIAL D 22, 33, 36, 68, 70 et 221 (NdT).
- (13) Sur le mouvement syndical, cf. DIAL D 400, 413, 484, 565, 746 et 851 (NdT).
- (14) Sur Mgr Hourton, cf. DIAL D 1157 (NdT).
- (15) C'est de lui dont il est question en fin de cet article (NdT).
- (16) La querelle s'était en particulier fixée sur l'invitation officiellement faite au général Pinochet d'assister à la cérémonie finale du Congrès eucharistique du 23 novembre 1980 à Maipú. Le général et sa femme étaient effectivement venus, mais ils avaient été placés sur une estrade latérale (NdT).
- (17) Sur le conflit argentin-chilien à propos du Chenal de Beagle, cf. DIAL D 496, 777 et 998 (NdT).
- (18) Le titre exact est "Instruction sur quelques aspects de la 'théologie de la libération'". Sur la polémique de l'époque 1984-1986, cf. DIAL D 930, 931, 940, 949, 969, 1026, 1039, 1040, 1065, 1066, 1070, 1092, 1115 et 1328 (NdT).
- (19) La revue théologique **Communio** est une publication internationale trimestrielle. En parlant de la revue du même titre publiée à Santiago en espagnol, mais en lui attribuant (au paragraphe suivant) une parution hebdomadaire, l'auteur du dossier de **Qué pasa** laisse entendre - sauf erreur de sa part - qu'il s'agit d'une autre publication (NdT).
- (20) Il s'agit de la "Déclaration de Los Andes". Texte dans DIAL D 1048, avec la liste complète des signataires.
- (21) C'est Mgr Vial dont il a été question plus haut au moment du congrès eucharistique de 1980 (NdT).

(Traduction DIAL)

Abonnement annuel: France 385 F - Etranger 430 F. Avion Am. Latine 500 F - USA-Canada-Afrique 470 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN 0399-6441